

Quelles conditions pour une reprise de l'aide de l'UE au gouvernement du Burundi ?

RFI, 16-03-2016 Burundi : le gouvernement doit prendre des mesures pour toucher l'aide de l'UE Après avoir constaté que les termes de l'accord de Cotonou qui régit leur coopération n'avaient pas été respectés, l'UE consultations avec le gouvernement du Burundi. Elles auront duré trois mois avant que l'UE ne décide lundi 14 mars de couper son aide directe au Burundi, mais elle maintient toutefois son aide directe à la population et envisage de lancer deux nouveaux projets humanitaires pour subvenir aux besoins de base des Burundais qui sentent d' j l'impact économique des différentes sanctions.

Un coup dur pour le pays, plongé dans une grave crise économique, surtout quand on sait que l'Europe contribuait à hauteur de 20% du budget burundais. Pour toucher les 432 millions d'euros destinés au pays, le gouvernement doit prendre une série de mesures. Le premier volet des mesures demandées par l'Union européenne concerne la lib  de la presse : Bujumbura doit autoriser la réouverture de tous médias privés car pour l'heure actuelle seules deux ra peuvent à nouveau émettre. Mais surtout, le gouvernement doit assurer la sécurité et la liberté des journalistes en prenant des mesures concrètes contre les actes d'intimidation à leur encontre. Depuis le début de la crise, nombre d'entre eux ont été arrêtés, torturés, assassinés ou encore forcés à l'exil. Second groupe à protéger, les droits de l'homme. Bruxelles demande la levée des sanctions qui pèsent sur une dizaine d'ONG, et que cesse l'oppression subie par leurs militants. Les manifestants arrêtés alors qu'ils n'ont pas commis de violence doivent libérés, les autres doivent comparaître dans les délais légaux. Selon l'ONU, ils sont plusieurs centaines incarc s sans jugement. L'UE réclame ensuite des enquêtes internationales sur les allégations de tortures, de violences sexuelles, de disparitions et d'exécutions extrajudiciaires. Les responsables doivent être punis. Il faut enfin qu'un dialogue inclusif se tienne, car Bujumbura refuse toujours de rencontrer l'opposition en exil. Si ces mesures sont appliquées, l'Europe débloquera son enveloppe budgétaire. Mais dans le cas contraire elle ne compte pas en rester là. Bruxelles prévoit de    revoir    son financement au contingent burundais dans l'Amisom (la mission africaine en Somalie). La quote-part versée au gouvernement pour sa participation dans l'Amisom est également en jeu.